

Note sur les perspectives des pays partenaires de l'ATI au sujet de la transition vers des régimes fiscaux équitables

Liste de vérification des leçons et des approches en faveur de réformes fiscales équitables

Le présent document définit une liste de vérification des leçons sur les facteurs qui ont aidé à encourager une réforme fiscale équitable et qui ont découlé des études de cas dans trois pays sur la base des expériences d'accélération des réformes fiscales qui favorisent la réduction des inégalités économiques et sociales. Cette liste de vérification est présentée sous forme d'un guide à appliquer aux discussions sur la façon de poursuivre ces réformes ailleurs mais l'intention n'est pas de servir de plan pour ces réformes car différentes approches seront nécessaires en fonction du contexte.

Les trois études de cas se sont concentrées sur :

- **Philippines : réforme de la « Sin tax » (impôt sur le tabac et l'alcool) et augmentation des recettes**
- **pour un accès aux soins Sierra Leone : Génération de recettes infranationales grâce à la Réforme de l'impôt foncier à Freetown**
- **Ouganda : Renforcement de la gestion des impôts payés par les HNWI (High-Net-Worth Individuals ou millionnaires)**

Les principales leçons tirées des études de cas présentées dans cette note sur les perspectives des pays partenaires de l'ATI au sujet de la transition vers des régimes fiscaux équitables sont exposées ci-après :

1

Un soutien politique de niveau élevé et une coordination entre de nombreux acteurs peuvent être cruciaux pour les efforts de mise en œuvre de ces réformes, surtout parce que, du fait de leur nature, elles impliquent souvent un degré de réaffectation des ressources des groupes économiquement et politiquement

Aux **Philippines**, le soutien et les collaborations coordonnées entre le Président, les ministres des finances et de la santé et une vaste coalition de groupes de la société civile (y compris ceux qui se concentrent sur les questions de réformes sanitaires et économiques) à aider à lutter contre la réticence des secteurs qui n'étaient pas favorables à la réforme des « sin taxes ».

Par opposition, en **Ouganda**, bien qu'il y ait eu initialement un soutien de l'Unité HNWI, celui-ci ne s'est pas maintenu tel que le montre le recul de la capacité de l'Unité et son progrès limité dans le développement de connaissances et compétences au sein de son personnel.

2

Lier les recettes et le narratif de l'encouragement des réformes aux priorités des dépenses publiques ou aux résultats de la politique publique peut favoriser l'adhésion du grand public.

Aux **Philippines**, la plupart des recettes issues des impôts sur les produits du tabac et de l'alcool ont été allouées aux dépenses de santé publique, ce qui a aidé à encourager le grand public à soutenir ces réformes.

En **Sierra Leone**, les réformes fiscales foncières ont été la conséquence d'un vaste plan d'investissement public que les recettes devaient assurer et les réformes comprenaient une stratégie de budget participatif liant les impôts fonciers à l'offre de services.

3

Éliminer les contraintes qui limitent les efforts d'encouragement de réformes fiscales équitables est fondamental afin qu'une approche générale puisse être encouragée afin de relever les défis.

En **Sierra Leone**, le succès des réformes fiscales foncières a été soutenu par les efforts pour relever les défis des diverses procédures administratives concernées, y compris des évaluations foncières ; des systèmes informatiques de facturation et de collecte des recettes ; des procédures d'appel et la sensibilisation des contribuables au nouveau système et au sujet de l'utilisation prévue des recettes.

Par opposition, en **Ouganda**, les efforts de l'Unité HNWI pour garantir des augmentations plus importantes de l'impôt collecté auprès des HNWI ont été ralentis par les efforts limités de renforcer les systèmes de gestion des informations au sein de l'Uganda Revenue Authority (URA) et encourager la collaboration et le partage d'informations avec d'autres organisations concernées (banques et institutions financières) nécessaires.

4

Une approche stratégique et une méthodologie claire d'encouragement de l'égalité sont des éléments importants car

Aux **Philippines**, les bases de données utilisées par les programmes de transferts de fonds pour identifier et stocker les informations sur les familles à faibles revenus ont été utilisées pour cibler l'élargissement de l'accès au Programme d'assurance santé national (NHIP) à ces familles afin de garantir que l'accès aux services de santé est élargi.

En **Sierra Leone**, le Freetown City Council (FCC) a élaboré une méthodologie de calcul des taux d'imposition qui a transféré la charge du paiement des biens immobiliers à faible valeur vers ceux à valeur plus élevée.

En **Ouganda**, un ensemble de critères d'identification des HNWI a été élaboré dans le but d'aider l'URA à mieux identifier ces personnes et à améliorer la collecte des impôts auprès de celles-ci.

5

Le soutien externe des donateurs et des organisations internationales peut aider à éliminer les principales contraintes pour entreprendre ces réformes, surtout dans des contextes où il existe des ressources importantes et des contraintes de capacité.

Aux **Philippines**, la Banque Mondiale (BM) et l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) ont apporté leur soutien technique à la modélisation des impacts potentiels des différentes propositions de réforme et ont aussi partagé des connaissances utiles sur les expériences d'autres pays lors de l'introduction d'impôts sur le tabac et l'alcool.

En **Sierra Leone**, l'offre de financement externe du gouvernement britannique et d'assistance technique de l'International Centre for Tax and Development (ICTD) et de l'International Growth Centre (IGC) ont guidé le nouveau système fiscal foncier et ont permis de financer ses frais de mise en œuvre assez importants.

En **Ouganda**, l'ICTD a fourni une assistance technique lors de l'élaboration de critères d'identification des HNWI.

Facilitated by

